



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt six, le huit juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 2 juin 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 30

Jérôme DUBOST, Agnès SIBILLE, Nicolas SAJOURS, Pascale GALAIS, Eric LE FEVRE, Véronique BLONDEL, Sylvain CORNETTE, Marie-José BENARD, Yannick LE COQ, Cindy LEFRANCOIS, Édith LEROUX, Isabelle CREVEL, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Thierry GOUMENT, Caroline SAMPIC, Philippe QUERNE, Jean-Pierre VOGEL, Yves LOUMON, Isabelle NOTHEAUX, Hakima BEDJAOU, Nordine HASSINI, Virginie VANDAELE, Céline VAN PETEGHEM, Nicolas BERTIN, Aurélien LECACHEUR, Solène PETITJEAN, Jean METAYER, Léa DIEPPOIS, Gilles LEBRETON, Théo LAMBERT

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2

Patrick DENISE donne pouvoir à Nicolas SAJOURS

Aurélia JOPEK donne pouvoir à Gilles LEBRETON

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Benoît NAOUS

Secrétaire de séance

Véronique BLONDEL

CONSEIL MUNICIPAL du 8 juin 2026

M_DL260608_114

SERVICES TECHNIQUES - BATIMENT - ENERGIE - DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE - AUTOCONSOMMATION COLLECTIVE - CONVENTION - SIGNATURE - AUTORISATION

Monsieur Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Conseiller municipal délégué - La Ville de Montivilliers est engagée dans une politique de transition énergétique visant à favoriser le développement des énergies renouvelables et la maîtrise des consommations d'énergie sur son territoire.

Dans ce cadre, la réglementation issue des articles L315-1 et suivants du code de l'énergie permet la mise en œuvre d'opérations d'autoconsommation collective, consistant en la fourniture d'électricité produite localement par un ou plusieurs producteurs au bénéfice d'un ou plusieurs consommateurs finaux, liés entre eux au sein d'une personne morale organisatrice. Cette opération vise à optimiser l'utilisation de l'énergie produite localement, notamment via des installations photovoltaïques, et à en faire bénéficier les bâtiments publics et les usagers concernés.

Conformément aux dispositions de l'article D315-9 du code de l'énergie, la mise en œuvre de cette opération implique la conclusion d'une convention entre la personne morale organisatrice et le gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité concerné, en l'occurrence ENEDIS.

Cette convention définit les droits et obligations respectifs de la Ville de Montivilliers et d'ENEDIS pour la mise en œuvre et le suivi de cette opération d'autoconsommation collective. Elle précise notamment les modalités de comptage, de répartition de l'électricité produite et auto-consommée, d'échange des données, ainsi que les conditions de responsabilité, de confidentialité et de protection des données personnelles.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L2121-29 ;

VU le Code de l'énergie, et notamment ses articles L315-1 et suivants, D315-1 et suivants et R341-4 à R341-8 ;

VU la délibération de la Commission de régulation de l'énergie en vigueur relative aux tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité ;

VU le rapport de **Monsieur Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Conseiller municipal délégué, en charge du Cadre de vie, de l'Environnement et du Numérique;

VU la commission municipale n° 3 Cadre de Vie et transitions Écologiques réunie le 28 mai 2026, consultée ;

CONSIDÉRANT

- que la Ville de Montivilliers, dans le cadre de sa politique énergétique et de transition écologique, souhaite encourager le développement des énergies renouvelables locales et la maîtrise des consommations énergétiques sur son territoire ;

- que l'autoconsommation collective constitue un levier concret de maîtrise des consommations énergétiques, de valorisation des productions locales et de réduction des émissions de gaz à effet de serre ;

- que cette opération s'appuie sur une production d'électricité d'origine photovoltaïque, issue de panneaux installés sur les bâtiments de la Ville de Montivilliers, contribuant à la valorisation énergétique des équipements communaux ;

- que la Ville de Montivilliers entend, à ce titre, mettre en œuvre une opération d'autoconsommation collective, conformément aux critères réglementaires de proximité géographique ;

- que la Ville de Montivilliers intervient, dans le cadre de cette opération, en qualité de personne morale organisatrice au sens de l'article L315-2 du code de l'énergie ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télécours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- que la mise en œuvre d'une opération d'autoconsommation collective nécessite la conclusion d'une convention entre la personne morale organisatrice et le gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité concerné ;
- qu'ENEDIS, en sa qualité de gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, est notamment chargé des missions de comptage, de gestion et de transmission des données de mesure nécessaires à la réalisation de l'opération;
- que la convention définit les droits et obligations respectifs de la Ville de Montivilliers et d'ENEDIS, ainsi que les modalités de fonctionnement et de suivi de l'opération d'autoconsommation collective projetée ;
- que la conclusion de cette convention constitue une condition indispensable au démarrage effectif de l'opération ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'autoriser** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention relative à la mise en œuvre d'une opération d'autoconsommation collective, référencée sous le n° ACC00003767.

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

